

## LES INTELLIGENCES COLLECTIVES : ÉLÉMENTS POUR UNE ANALYSE CRITIQUE

Par Jean Blairon

Jean Blairon a été sollicité par le mouvement Présence et Action Culturelle pour participer à une réflexion critique sur l'émergence dans le secteur associatif d'outils d'animation qui se réclament de la méthodologie des « intelligences collectives ». Le Mouvement a notamment organisé un « midi » de PAC sur la question et compte consacrer son université d'automne, organisée avec Peuple et Culture, à cette question<sup>1</sup>. Les participants sont invités à réfléchir aux liens qui existent entre « Outils, culture managériale et dynamique associative ». Nous publions ici notre contribution à cette réflexion partenariale.

### INTRODUCTION

Dans les champs social et culturel, l'on voit se répandre une « méthode » nouvelle, dont le périmètre reste incertain : les « intelligences collectives » ; le terme est aussi employé au singulier, sans qu'une différenciation nette entre les deux acceptions puisse s'opérer.

Pour les promoteurs de ce « courant », nous nous trouvons dans le registre de l'innovation, du changement, voire de l'efficacité enfin découverte.

Deux auteurs, Anaïs Ferrara et Stéphane Hairy<sup>2</sup>, se référant à un ouvrage de J.-F. Noubel *L'intelligence collective, la révolution invisible*, présentent les choses ainsi :

« Quand on parle d'intelligence collective on a souvent l'impression de quelque chose d'assez flou, d'aléatoire, ce terme offre une dimension presque divine à ce qu'on pourrait aussi appeler l'organisation autogestionnaire du vivant. Car il s'agit de cela ! Le vivant crée de manière spontanée une multitude de structures d'organisations autogérées et impressionnantes d'efficacités. Comme vous l'aurez donc compris, aujourd'hui nous allons plonger dans le domaine passionnant de l'intelligence collective. »

Les termes « spontanés », « naturel », « autogérés », « organisation horizontale » « émergence », « nouveauté » constituent un halo de sens présent sous diverses formes et concernant toutes sortes de niveaux de réalité. Les deux auteurs peuvent ainsi mobiliser aussi bien une nouvelle vision de l'organisation « sociale » des fourmis que l'usage d'internet, si ce n'est... du marché, certes non sans quelques réserves.

1 Le programme s'énonce comme suit : « En tant qu'acteurs du monde de la culture et du social, nous assistons depuis quelques années à la multiplication de nouveaux outils (cercles de décision, réunions de gouvernance, élection sans candidat, prise en charge de rôles...) qui se revendiquent d'intelligence collective au sein des associations. Ceux-ci se retrouvent dans la gestion de nos organisations et dans nos pratiques de terrain. S'inscrivant dans un mouvement plus large qui s'inspire des nouvelles formes d'organisation du travail et de management développées dans le secteur privé puis public, ce changement de pratique, envisagé comme un nouveau paradigme, n'a guère fait l'objet d'une analyse critique. », cf. <https://pac-g.be/index.php/item/767-universit%C3%A9-dautomne-outils-culture-manag%C3%A9riale-et-dynamique-associative>

2 <https://www.4emesinge.com/lintelligence-collective-cette-etonnante-capacite-du-vivant/>

« A l'image des sociétés d'insectes, l'intelligence en essaim est « aveugle » du fait de son absence d'hologrisme ; aucun des individus n'a une quelconque idée de ce qu'est l'entité émergente. Chez l'humain, on observe une forme d'intelligence en essaim qui se manifeste dans le domaine de l'économie. A chaque fois que nous effectuons un paiement, nous engageons un geste assez similaire, dans sa simplicité et sa dynamique, à celui d'un échange entre deux insectes sociaux. De la multitude de transactions simples d'individu à individu émerge un système collectif très élaboré. De plus, les nombreuses théories économiques fondent leurs doctrines sur des interactions entre agents indifférenciés (exemple : le consommateur).

Par conséquent l'intelligence en essaim fonctionne à cette condition qu'il y ait uniformité et désindividuation des agents. Ces derniers, anonymes parmi la multitude d'autres agents anonymes, y sont facilement sacrifiés au nom de l'équilibre global du système. C'est une idéologie dangereuse, puisque les faits nous montrent que **pour l'instant** (nous soulignons) le système se montre globalement destructeur de notre environnement et peu soucieux des vies humaines, autrement dit il semble condamné à court terme **dans sa forme actuelle** (idem). »

Dans la catégorie des intelligences collectives, on trouve aussi des fonctionnements de groupes, censés être plus efficaces que les fonctionnements « habituels ».

« Dans les intelligences collectives d'échanges de données, les individus s'orientent naturellement vers différents types de rôles bien spécifiques qui servent à faire avancer le groupe. »<sup>3</sup>

On peut s'étonner de l'usage et du succès d'une notion aussi élastique. Mais sa promotion à travers le vocabulaire de la révolution (invisible), de la nature et de l'efficacité entremêlés peut aussi nous inciter à être prudents, en nous demandant ce que pourrait produire un **usage social de ce corpus en accordéon** qui se répandrait, par exemple dans les associations.

En la matière, il peut être utile de se reposer les questions critiques que l'analyse institutionnelle nous a habitués à poser :

« De quelle société l'agent qui prône ou pratique « l'intelligence collective » est-il l'interprète ? »  
« Pour quelle religion officie-t-il ? »

Mener une telle analyse en termes de production d'un modèle de société, ce n'est pas opérer un jugement de valeur sur les pratiques ; c'est raisonner en termes d'effets possibles, pas d'intentionnalité.

Construire un recul réflexif et critique, c'est entreprendre une démarche de doute fort éloignée de la croyance ; ce n'est pas ostraciser la croyance, c'est identifier sa part religieuse (y compris d'orthodoxie imposée).

La question que nous nous proposons de traiter est dès lors la suivante :

**Comment réfléchir en termes d'analyse institutionnelle sur les effets possibles de la pratique d'un agent lorsqu'il se fait le promoteur d'une « innovation » dont l'élasticité ne laisse pas de surprendre ?**

3 A. Ferrara et S. Hairy, *ibidem*.

## INNOVATION ET CRÉATURES

Les sociologues de l'innovation Michel Callon et Bruno Latour, actifs à l'Ecole Supérieure des Mines de Paris, nous invitent à réfléchir en termes de **créatures** : dans nos sociétés dites de la connaissance, des **laboratoires** inventent des objets techniques (par exemple le smartphone), des concepts, des théories, des outils ; des **agents d'insertion** introduisent ces « créatures » dans notre vie quotidienne, qu'elles vont contribuer à façonner.

Le terme de « créature » a été choisi par les auteurs pour signifier le produit d'une création (de laboratoire) qui va jouer un rôle actif dans la société où il aura été introduit. Les sociologues n'hésitent pas à parler d'« acteur non humain » pour signaler le rôle de transformation qu'un objet technique ou qu'un concept, par exemple, peuvent jouer dans la société. Pensons au « concept » d'État Social Actif, qui a transformé les représentations des personnes qui sont privées du droit fondamental au travail, et qui formate désormais les interactions que l'on peut nouer avec elles : elles ont cessé d'être des semblables qu'il faut solidairement protéger pour devenir des personnes qui sont supposées se complaire dans leur situation, qu'il faut « responsabiliser » puisqu'elles menacent par leur passivité un système de sécurité sociale décrété comme menacé...

Les « agents d'insertion » se chargent de diffuser, promouvoir, installer les « créatures », ou en tout cas s'emploient à le faire, en mettant en avant les mérites de l'innovation, quitte parfois à recourir au chantage : il suffit de penser au concept d'« évaluation », désormais détourné de son sens et de voir comment ses nouveaux missionnaires peuvent tenter de faire taire les critiques de ce détournement : « si vous n'êtes pas d'accord, c'est que vous avez peur (et donc que vous avez quelque chose à cacher) ». On se souvient par exemple de l'épisode tragi-comique initié par le Président Sarkozy, qui voulait « évaluer ses ministres » à partir d'« indicateurs » péniblement définis par un cabinet de consultance. Face à la volée de critiques, Christine Lagarde avait fortement affirmé que, venant pour sa part du privé (sic), elle n'avait pas peur de l'évaluation...<sup>4</sup>

Face à un concept élastique, il n'est pas inutile, en termes de recul critique, de se demander qui sont ses créateurs, d'interroger les conditions dans lesquelles ils ont abouti à la dite création, et aussi qui sont ses « agents d'insertion ».

On pourra trouver signifiant de se demander, par exemple, quelle est la rhétorique utilisée pour convaincre de l'utilité de l'insertion : s'agit-il d'une rhétorique missionnaire (de prosélytisme, si ce n'est d'évangélisation) ? D'une posture de domination résignée (« On n'a pas le choix, tout le monde le fait ») ? De la mise en œuvre de l'« *academica mediocritas* »<sup>5</sup> (le raisonnement est alors de type : « il y a certes des dangers mais aussi des opportunités »), de la « modernité » imposée (« ceux qui sont contre sont des ringards ») ?

Par rapport aux créateurs, il pourra aussi être utile de recomposer la filiation de la « créature » pour, à tout le moins, mieux comprendre le contexte de sa création.

Enfin, il est toujours utile de s'interroger sur les effets prévus de l'insertion, puisque ces objets techniques vivent leur vie propre, ce sont des « acteurs non-humains » ; ils modifient donc nos relations avec le monde et avec les autres. Le terme de « créature » comporte une connotation à la « Frankenstein » : les effets débordent souvent ce qui a été imaginé au départ.

4 Rappelons tout de même qu'aucun de ces indicateurs n'a finalement été utilisé... Cf. J. Blairon et E. Servais, « Les résultats culturels d'une « culture des résultats », M. Sarkozy veut que ses ministres soient notés », [https://www.intermag.be/images/stories/pdf/evaluation\\_ministres.pdf](https://www.intermag.be/images/stories/pdf/evaluation_ministres.pdf)

5 Par ce terme, Pierre Bourdieu critiquait la propension des académiques à tenir un raisonnement de « juste milieu », en avançant tant le pour que le contre, sans finalement jamais se positionner, dans une sorte d'abstention distinguée qui sert in fine la domination.

Par exemple, on pourra analyser si tel usage des « intelligences collectives » est ou non, in fine, au service du « bougisme » dans nos sociétés, puisque l'on sait que c'est aujourd'hui le modus operandi du pouvoir : il faut sans cesse « bouger » les gens pour éviter qu'ils ne s'ancrent dans un collectif stable, capable de jouer un rôle de contre-pouvoir.

Les « collectifs » intelligents entendent-ils s'inscrire dans la durée ? Définissent-ils une ligne politique autre qu'évanescence ? Comment le pouvoir s'organise-t-il en leur sein (il n'est pas rare qu'une horizontalité affichée cache en effet des rapports d'influence sans guère de recours possible) ?

On pourra également se demander quel rapport à l'intelligence et au temps est institué par le recours aux « intelligences collectives ». On trouve souvent en effet aujourd'hui bien des environnements où l'expression (de soi) remplace l'élaboration rigoureuse et patiente, où l'exigence du « fun » est imposée à l'exercice de la pensée pour que celle-ci soit jugée légitime, où on confond la création avec la stimulation brève et éphémère.

## INTELLIGENCES COLLECTIVES ET CHAMPS

Un deuxième élément de cadrage pour réaliser une analyse institutionnelle d'une « créature » nous paraît être le concept de champ de Pierre Bourdieu.

Selon le sociologue, les champs sont des univers spécifiques qui ont leurs règles propres et qui tendent vers l'autonomie : on peut évoquer le champ économique, le champ politique, le champ culturel, etc.

Par exemple l'histoire du champ culturel est celle d'une autonomisation par rapport au champ religieux (rappelons-nous qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle Baudelaire, Flaubert ont été poursuivis pour outrage aux moeurs) et par rapport au champ politique (l'autorisation de jouer une pièce au XVII<sup>ème</sup> par exemple doit être accordée par le pouvoir politico-religieux). Puis nous avons assisté à une annexion de plus en plus forte des producteurs culturels au champ économique (notamment avec le concept de développement culturel) : associés aux opérateurs de tourisme, les producteurs culturels ne sont-ils pas invités de plus en plus souvent à contribuer à attirer des flux de consommateurs ?

**Comprendre les enjeux d'un champ, c'est faire l'histoire des conflits qui le traversent et au travers desquels il se constitue, au travers desquels se définit une légitimité dominante.**

Un champ est le théâtre de relations de pouvoir entre les agents qui en font partie, notamment pour la définition des principes de vision et de division qui fondent la légitimité dominante dans le champ.

Le néo-libéralisme est ainsi un principe de vision et de division dominant dans le champ économique, adopté largement dans le champ politique depuis les années 80.

La vie associative qui nous importe est au coeur de ce conflit-là.

Elle fait aujourd'hui l'objet d'attaques massives dont il est important de percevoir l'unité.

La question est par exemple de savoir si la logique associative

- est reconnue dans son rôle critique dans le champ politique ;
- est reconnue, dans le champ économique, comme un mode de production spécifique (par ses objets ; par ses processus) ;
- est reconnue, dans le champ culturel et social, comme un lieu de production qui doit pouvoir rester autonome.

A ces questions, les adeptes du néo-libéralisme répondent non ; plusieurs évolutions récentes le montrent. Nous observons en effet les tendances suivantes.

- Faire rentrer dans la production capitaliste des objets et des territoires qui y échappent : le travail social<sup>6</sup> ; l'exercice légitime de la force (les prisons, les missions de sécurité) ; le travail culturel ; les services publics.
- Assimiler tous les modes de production au mode de production capitaliste (le Ministre Geens souhaite intégrer les associations au code des sociétés<sup>7</sup>).
- Réorienter les investissements de l'Etat au profit des entreprises capitalistes : on se souvient que l'industriel B. Delvaux avait demandé une réorientation du dispositif APE au profit des entreprises marchandes<sup>8</sup>.
- Faire sortir les associations du travail de production (loi sur le « travail associatif » qui le dé-spécifie<sup>9</sup> ; « travail » communautaire imposé aux bénéficiaires des CPAS<sup>10</sup>).

Mais ce n'est pas que par la loi et que par le droit que cette attaque massive s'opère.

Il y a bien sûr des **créatures** qui peuvent y aider.

Le **management participatif** en est une.

Pour le comprendre, il faut revenir à une histoire du champ économique.

Après les mouvements culturels à l'échelle mondiale des années 60 (mai 68 pour nous), qui avaient une forte composante sociale, ne l'oublions pas (remémorons-nous la grève générale anti-capitaliste en France), les sociologues du travail observent un redéploiement de l'exercice du pouvoir dans les entreprises.

- Les patrons ne veulent « plus jamais ça » : il s'agit pour eux de casser la logique de classes ; ceci comprend plusieurs facettes :
  - \* individualiser (par exemple la relation salariale, désormais ouverte à la concurrence entre les travailleurs et jugée au mérite individuel) pour détruire les collectifs ouvriers ;
  - \* faire bouger tout le monde tout le temps pour détruire les repères ;
  - \* externaliser la relation de pouvoir (il n'y a plus de chef qui exerce la contrainte, c'est le client, à cause de la concurrence mondiale ; en conséquence, la relation de travail ne peut plus être vécue sur le mode du conflit : « on est tous dans le même bateau (menacé) ») ;
 bref, il s'agit de remplacer un collectif de conflit par un collectif consensuel contraint.
- Retourner la demande de liberté et d'authenticité au profit du système qu'elle critique : se réaliser individuellement (via la reconnaissance individuelle donc concurrentielle) ; être « responsabilisé », c'est-à-dire intérioriser le pouvoir et s'auto-administrer ses prescriptions.
- Mobiliser totalement (toutes les dimensions de l'individu y passent : sa croyance, son engagement, ses affects) et exiger un « optimum productif » permanent. Pour en prendre la mesure, il faut bien voir la double face des choses : le taylorisme par exemple (qui se situe aux antipodes de l'intelligence collective) laissait au moins aux ouvriers des territoires collectifs autonomes en dehors du travail ; la mobilisation totale d'aujourd'hui, non.

6 Nathalie Lionnet, Secrétaire générale du secteur non-marchand (Setca), pointe ainsi que 50% des maisons de repos sont déjà aux mains d'entreprises capitalistes.

7 Cf. P. Mahoux, « Controverses sur l'identité associative », <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2018m02n2.pdf>

8 Cf. J. Blairon, « Questions à un vrai capitaine d'industrie », in <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2014m12n3.pdf>

9 C. Mahy et J. Blairon, « Contre la loi sur le « travail associatif » », <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2018m02n5.pdf>

10 Loi déclarée inconstitutionnelle, cf. <http://www.const-court.be/public/f/2018/2018-086f.pdf>

Le redéploiement de l'exercice du pouvoir peut donc se schématiser comme suit :

<b>Logique industrielle</b>	<b>Logique néo-managériale</b>
Mobilisation partielle	Mobilisation totale
Frontières et extériorité possibles	Explosion des frontières et manque d'extériorité ; tendance à l'institution totale (qui prétend prendre en charge tous les besoins)
Place pour le conflit	Consensus contraint
Non participation	Participation dépendante
Exploitation	Exploitation sans limites
Adversaire clair	Adversaire brouillé
Redistribution structurelle et collectivisée	Redistribution locale au mérite décidée unilatéralement

Nous pouvons dès lors nous demander, **dans chaque situation particulière**, comment **les outils d'intelligence collective en tant que créature vont s'insérer dans ces transformations**, au profit de quelle logique ils vont oeuvrer pour leur compte.

Par exemple vont-ils renforcer le pouvoir des « owners » (propriétaires actionnaires) ou non ? Vont-ils, importés dans les associations, renforcer le mouvement d'assimilation des associations au modèle capitaliste ou pas ? Se démarquent-ils fondamentalement du « management participatif » et en quoi ?

Prenons l'exemple du toyotisme (nous indiquons dans cette citation les points qui correspondent à notre tableau ci-dessus en utilisant les caractères italiques)

« Le toyotisme repose essentiellement sur le passage du travail à la chaîne au travail en équipe. Chaque ouvrier participe à l'intégralité du processus de production d'une automobile. Cela suppose la polyvalence de chaque ouvrier et un travail d'équipe coordonné et donc une *relative indépendance* des équipes comme des ouvriers. L'ouvrier est *intégré à l'entreprise par le biais de son équipe de travail qui lui fixe ses objectifs de production. L'organisation de son travail se rapproche de plus en plus de celui des cadres.* Les ouvriers sont invités à développer leur esprit d'initiative au sein de l'équipe et si possible à *en faire profiter l'ensemble de la société. Le sport et les loisirs jouent donc un rôle important car ils participent à l'épanouissement des salariés, et donc à la prospérité de l'entreprise.* Ce système fonctionne également grâce au très grand attachement des Japonais à leur entreprise et à l'importance du modèle de l'emploi à vie. Même *s'il masque mal le maintien de l'autorité traditionnelle*, il s'est accompagné de réel gain de productivité, si bien qu'en 2006 Toyota est en train de devenir la première firme automobile mondiale aux dépens de General Motors. »<sup>11</sup>

<sup>11</sup> <http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu01500/le-toyotisme-une-nouvelle-forme-de-l-organisation-du-travail.html>

Toyota, c'est un peu une famille pour les employés.

### **Mishino Katsuyachi**

C'est vrai que *nous sommes tous très unis, nous partageons les périodes dures et les joies ensemble. En fait, nous avons les mêmes valeurs.*

### **Jacques Merlino**

Quelles sont ces valeurs ?

### **Mishino Katsuyachi**

Et bien, si nous prenons l'exemple de notre usine, Takaoka, en ce moment, les ventes sont faibles à cause de la crise économique. Alors dans ce type de situation, *nous devons tous réagir ensemble et prendre notre part des difficultés de l'usine.* Ce qui veut dire, aller travailler là où il faut et accepter notamment de prendre la place des intérimaires.

### **Jacques Merlino**

Quel type d'efforts, on peut faire ?

### **Mishino Katsuyachi**

Il faut accepter d'être flexible et savoir faire plusieurs choses. Dans mon équipe, il y a 11 postes de travail différents, moi, je suis capable d'en occuper 10. Tout à l'heure, je faisais la pose des blocs moteurs mais comme je vous l'ai dit, *toutes les deux heures, nous changeons de poste de travail.*

## LES INTELLIGENCES COLLECTIVES DANS LES ASSOCIATIONS : UNE ANALYSE « À FRONTS RENVERSÉS »

Nous avons indiqué ci-dessus que les revendications culturelles des années soixante avaient été « retournées » au profit des adversaires qu'elles critiquaient : désormais, l'entreprise capitaliste entend et prétend offrir à chacun une occasion de se réaliser « librement » en se « responsabilisant ».

Les « alternatives » qui se sont développées (l'économie sociale par exemple) devraient aussi être analysées à partir du retournement du retournement qu'elles devraient réaliser.

Une question se pose principalement dans ce contexte.

Qui prétend libérer qui ? Quel sens (direction) caractérise cette libération (de bas en haut ou de haut en bas ?) ? Quelle extériorité reste garantie ?

Pour faire comprendre cette question difficile, deux exemples.

Les **grands pédagogues libérateurs** qui veulent rendre l'élève « acteur de son apprentissage » ne voient pas la double contrainte qu'ils instaurent (être acteur sur commande), l'intériorisation du pouvoir qu'ils imposent ; il y a peu d'extériorité possible par rapport à cette participation dépendante (l'élève qui « ne veut pas de la liberté qu'on lui accorde si généreusement » peut faire l'objet d'un rejet violent).

L'école de Summerhill (fondée par le psychanalyste libertaire Alexandre Neill en 1921) possédait ainsi un « gouvernement autonome de forme démocratique » ; le directeur y est présumé l'égal des enfants : « Aux assemblées générales, le vote d'un enfant de 6 ans a le même poids que le mien ». Une forme d'intelligence collective, déjà, qui interpelle...

Le sociologue Jean-Pierre Le Goff commente ce projet comme suit :

« L'autorité ne s'affirme pas comme telle, le rôle du nouvel éducateur est simplement d'accompagner l'enfant dans son développement vers l'autonomie-liberté. **Elle n'en inculque pas moins un modèle qui a pour caractéristique de ne pas vouloir en être un** : à l'autorité traditionnelle des parents ou des maîtres d'école se substitue celle du groupe dont les « règles de fonctionnement démocratiques » sont instituées par un éducateur qui prétend n'avoir d'autre poids dans ces assemblées que celui des enfants.

Au nom de la démocratie, on confère une sorte de citoyenneté nouvelle aux enfants, on dénie le rapport inégalitaire entre éducateur et enfant en se déchargeant de ses propres responsabilités d'adulte sur le collectif. »<sup>12</sup>

Autre exemple encore plus parlant : l'affaire du burkini, où de grands démocrates ont voulu « libérer » des femmes qui ne leur demandaient rien, en définissant à leur place ce qui incarnerait une telle libération (par exemple l'obligation de s'exhiber sur les plages)...

Dans les « alternatives » au capitalisme, on n'est pas d'office à l'abri :

- de la participation dépendante ;
- du consensus obligé ;
- de l'adhésion contrainte ;
- de la mobilisation totale ;
- du manque d'extériorité (qui s'exprime par exemple par le rejet des syndicats qui sévit dans de nombreuses expériences d'« économie sociale ») ;
- des relations de pouvoir à l'horizontale, « démocratiques », qui peuvent être très présentes et déniées dans leur fonctionnement réel (elles opèrent à l'influence, sans procédures, sans recours).

La question du contre-pouvoir par rapport à un pouvoir qui se présente lui-même comme le contre-pouvoir incarné (l'entreprise capitaliste comme réponse aux demandes de liberté et d'authenticité exprimées par les mouvements culturels des années soixante) est de fait bien complexe à penser.

Peut-être faut-il, pour y arriver, quitter le raisonnement en termes d'outils (d'intelligence collective par exemple) et de formes d'exercice du pouvoir (par exemple l'auto-gestion) et raisonner en termes de **fonctions** : cherche-t-on ou aboutit-on à instituer une participation dépendante ; veut-on mobiliser totalement ; obliger au consensus ; exige-t-on la foi ; a-t-on une propension à rejeter l'extériorité ; à remplacer le collectif conflictuel par le collectif consensuel...

Se demander si telle ou telle **créature** renforce ou non ces fonctions me paraît une voie nécessaire dans le débat ouvert par le surgissement, notamment dans les associations, des « méthodes » d'« intelligence collective ».

## CONCLUSION

Face au succès grandissant de ce qui se présente comme une « méthode » rien moins que branchée sur le vivant, sur la nature elle-même et qui se pare des vertus de la « révolution », un recul critique paraît nécessaire.

<sup>12</sup> J.-P. Le Goff, Mai 68 : *l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, mai 2006, pp. 368-376.

L'analyse institutionnelle nous suggère une voie pour opérer un tel recul, en nous conviant à nous demander quel modèle de société est au fond soutenu par ces « nouvelles » pratiques et au service de quelle « religion » elles se placent le cas échéant.

Nous avons montré qu'un premier travail pouvait être effectué en se demandant dans quelles conditions et par qui cette « innovation » avait été produite et en interrogeant la posture de tous ceux qui veulent l'insérer dans nos vies quotidiennes, et spécialement dans la vie associative, dont la force critique peut s'en trouver affaiblie.

Ensuite, nous avons montré qu'il pouvait être utile de raisonner en termes de « champ », en se demandant quels rapports de force l'usage social d'une telle innovation pouvait conforter dans tel ou tel champ.

Cette exploration nous a conduit à identifier que cette innovation « naturelle » pouvait dans certains cas servir ce qu'elle prétend combattre, en s'inscrivant dans la filière déjà très fournie des alternatives au système dominant qui sont « retournées » pour assurer sa domination.



### Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Les intelligences collectives : éléments pour une analyse critique », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, novembre 2018,

URL : <https://www.intermag.be>.